

Communiqué de presse

Coordination des Intermittent-es et Précaires de Midi-Pyrénées (CIP-MP), COUAC (Collectif Urgence des Acteurs Culturels), CGT spectacle, SUD Culture Solidaires, SNU pole emploi FSU, CGT pôle emploi, Solidaires SUD Emploi Midi-Pyrénées

Ce communiqué fait suite à la Journée organisée à Toulouse le 7 février 2011 par la CIP-MP sur le thème « Négociations Unédic et politique budgétaire de l'Etat : quelles incidences sur le secteur culturel ? » à laquelle ont participé près d'une centaine d'intermittent-es, de précaires et de salarié-es.

Alors que viennent de s'ouvrir des négociations pour le renouvellement de la convention de l'assurance chômage, il y a tout lieu de penser que dans la droite ligne de l'offensive libérale et des plans d'austérité qui s'exercent dans la plupart des pays d'Europe, le Patronat cherchera une fois de plus à s'attaquer à la solidarité inter-professionnelle, aux droits sociaux de tou-ttes en faisant payer toujours plus les précaires et les chômeurs.

Nous le constatons et le vivons tous les jours, au nom d'intérêts financiers, tous les systèmes de solidarité et de protection sociale (retraites, sécurité sociale, unédic...) sont mis à mal au point d'être sacrifiés pour être livrés en pâture à des opérateurs privés. Il en est de même pour l'ensemble des services publics (santé, école, poste, énergie, eau, rail,).

Pôle emploi, né de la fusion ANPE/Assedic n'échappe pas à la règle ! Cette fusion a contribué au démantèlement du service public de l'emploi.

Pôle emploi est devenu contre les revendications légitimes de son personnel une machine infernale où gestion du chômage rime avec «compétitivité, performance, déshumanisation, objectifs de rendement». Les conséquences néfastes pour les chômeurs et les salarié-e-s de Pôle emploi sont immenses.

A ce titre, nous dénonçons le nouveau plan gouvernemental qui prévoit la suppression de 1800 postes à Pôle emploi.

Nous exigeons :

- La suppression de l'offre raisonnable d'emploi qui, sous peine de sanction, oblige à prendre n'importe quel travail (loin de chez soi, mal payé,...).
- L'arrêt d'une politique exclusivement comptable encourageant les radiations, les sanctions et les suppressions d'allocations qui ne cessent aujourd'hui d'augmenter, particulièrement à travers le dispositif du suivi mensuel personnalisé.
- Une refonte totale du système d'assurance chômage et l'indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarités (intérimaires, intermittents, saisonniers, stagiaires, temps partiels,...) ainsi que les primo-demandeurs d'emploi.
- Le retour à un vrai service public d'aide aux demandeurs d'emploi doté de suffisamment de moyens humains et financiers.

Un revenu décent et la continuité des droits sociaux doivent être garantis pour tous.

Les allocations chômage doivent être augmentées et leur durée prolongée jusqu'à retrouver un emploi librement choisi.

Avec la crise du système capitaliste, les inégalités n'ont cessé de s'accroître : 7 millions de personnes sont aujourd'hui touchées par le chômage et la précarité alors que depuis 20 ans les profits des multinationales et des grands groupes patronaux n'ont cessé d'augmenter de manière indécente pour aller nourrir les actionnaires et la spéculation..

Non ! Ce n'est pas à nous de payer leur crise!

Nous exigeons une autre répartition des richesses (politique fiscale redistributive, taxation du capital, des transactions financières,...) et affirmons notre solidarité avec toutes celles et ceux qui luttent pour la défense de leurs droits et contre toutes les oppressions!